



## PETITION CONTRE L'EXPERIMENTATION D'UNE « ATTESTATION » POUR ENSEIGNER LE FRANÇAIS

La pénurie de **professeur.es de français**, dans notre académie et ailleurs, est en grande partie due à la dégradation des conditions de travail, qui a provoqué de nombreux arrêts de travail, voire des départs. **Elle a été accentuée par le « choc des savoirs » dont la mise en place s'est faite sans réflexion sur les conséquences en termes de postes malgré nos multiples avertissements en instances départementales, académiques et nationales.**

Début Juin, **dans l'académie de Dijon**, 63 classes de Français restaient non couvertes dont 12 classes à examen (3<sup>ème</sup>, 1<sup>ère</sup>, ou terminale HLP). 50 à 60 nouveaux contractuels ont été recrutés en plus de ceux qui avaient déjà été recrutés les années précédentes. Les étudiants en Lettres ont déjà été mis à contribution, avec proposition de prendre une classe en responsabilité en parallèle des études de Lettres.

Alors que le ministère laisse les académies se débrouiller avec leurs propres moyens, **le rectorat de Dijon** semble prêt à tout pour couvrir ne serait-ce qu'une classe de plus.

C'est dans ce contexte qu'il **lance l'expérimentation d'une « attestation » censée garantir qu'on peut enseigner le Français en collège ou lycée.**

**Le dispositif relève d'un bricolage local et il n'offre aucune garantie.** Ni sur la formation, ni sur la qualification obtenue, ni sur les conditions d'enseignement. L'attestation est délivrée sur la base d'un dossier de 5 pages, d'un entretien de 30 minutes, n'est valable que dans l'académie, et ne peut être utilisée par celui qui la détient que si l'académie en a besoin.

**Quel mépris pour le métier d'enseignant, notre statut, et la spécificité de chacune de nos disciplines !**  
**Quel mépris pour les élèves également !**

**Nous refusons le dispositif dans son principe même.**

Les véritables leviers essentiels pour rendre le métier attractif ne se discutent pas localement.

**Nous revendiquons :**

- **L'abandon du dispositif expérimental de l'attestation d'enseignement du Français.**
- Une véritable revalorisation salariale indiciaire,
- L'arrêt des suppressions de postes,
- Le renforcement du recrutement aux concours,

- Des conditions améliorées pour l'exercice de notre métier.